Jean-Pierre MOISSET, *L'État, l'argent et les cultes de
1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité
française*

Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Histoire »), 2018

Anne Fornerod

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhr/11440>

DOI : 10.4000/rhr.11440

ISSN : 2105-2573

Éditeur

Armand Colin

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2021

Pagination : 594-596

ISBN : 978-2-200-93377-7

ISSN : 0035-1423

Référence électronique

Anne Fornerod, « Jean-Pierre MOISSET, *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité française* », *Revue de l'histoire des religions* [En ligne], 3 | 2021, mis en ligne le 01 septembre 2021, consulté le 04 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rhr/11440> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhr.11440>

Ce document a été généré automatiquement le 4 octobre 2021.

Tous droits réservés

Jean-Pierre MOISSET, *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité française*

Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Histoire »), 2018

Anne Fornerod

RÉFÉRENCE

Jean-Pierre MOISSET, *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Histoire »), 2018, 361 p., 24 cm, 26 €, ISBN 78-2-7535-7488-5.

- 1 Cet ouvrage dense est tiré d'un mémoire d'habilitation à diriger les recherches en histoire contemporaine soutenu en 2016 (on regrettera seulement que le degré de détails dans l'organisation thématique de la bibliographie ne soit pas toujours convaincant et la rende difficilement maniable).
- 2 L'auteur analyse de nombreuses données sur un sujet demeuré peu exploré par les historiens : « aujourd'hui encore, l'historiographie de la laïcité est saturée par la question scolaire, tandis que les aspects culturels retiennent peu l'attention » (p. 125). L'historiographie de la législation adoptée sous la Cinquième République se concentrant sur la matérialité de l'exercice du *culte* est donc bienvenue, en particulier en ce qu'elle s'éloigne – volontairement – des exercices de définition de la laïcité, tout en l'éclairant de l'état politique et social des relations entre les pouvoirs publics et les institutions religieuses. La période considérée (1958-1987), qui figure explicitement dans le titre, suscite aussi d'emblée l'intérêt des juristes dans la mesure où la question de la dimension financière du régime des relations entre l'État et les cultes conduit habituellement à se référer directement aux dispositions très explicites en la matière de la loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, dont celles de

l'article 2, considérées aujourd'hui comme le siège de la neutralité des pouvoirs publics dans le domaine religieux.

- 3 L'ouvrage montre à quel point cette période a été décisive du point de vue de la gestion des cultes, tant en ce qui concerne les aspects matériels de leurs activités que leurs relations avec les pouvoirs publics. À partir de 1958, la laïcité est désormais assise dans le texte constitutionnel de 1958 mais apparaît comme une coquille vide. Se pose en effet la question de la continuité ou d'éventuelles ruptures dans la gestion de l'héritage de la première moitié du ^{xx}e siècle, marqué par l'adoption de la loi de séparation des Églises et de l'État. Or, « l'investiture du général de Gaulle à la présidence du Conseil de la Quatrième République le 1^{er} juin 1958 donne le branle à une inflexion des modalités d'application de la laïcité. » (p. 17).
- 4 Comme le résume l'auteur lui-même « ce sont les logiques et les contingences qui se cachent derrière les textes utilisés par les juridictions que nous voulons mettre à jour. Au fond, il s'agit d'ajouter de l'histoire au droit. » (p. 17). Il s'intéresse donc aux « acteurs » et « forces politiques » et religieuses qui « furent à l'œuvre dans cette histoire » (p. 17). Entreprise fort utile pour appréhender un droit qui s'applique encore aujourd'hui, sans être toujours ni bien connu en raison de sa technicité ni bien compris, ou considéré comme contraire à la lettre sinon à l'esprit de la loi de 1905 posant la règle fondamentale de l'interdiction d'un financement public des institutions et activités religieuses.
- 5 L'évolution des règles juridiques, dans un sens favorable aux catholiques et, au nom du principe d'égalité, aux autres cultes, a bien souvent tenu à la bonne entente entre deux personnalités, l'une appartenant aux institutions religieuses, l'autre à la sphère politique, bonne entente qui a permis d'ouvrir la voie à un tel processus (voir, par exemple, concernant la fiscalité des terrains à bâtir, les relations entre Antoine Pinay et M^{sr} Villot ou encore, entre Michel Debré et M^{sr} Gouet au moment de l'élaboration de la loi du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés ou de la loi du 29 juillet 1961 autorisant la garantie par les collectivités locales des emprunts contractés pour la construction d'édifices cultuels). Cette bonne entente fut relayée par les convictions catholiques de membres de la haute fonction publique, dont la stratégie administration des finances. Qu'en dehors des sources classiques ou attendues « les témoignages d'acteurs politiques, religieux ou administratifs [aient] livré le plus d'informations utiles » (p. 25) à l'auteur ne surprend donc guère. Au-delà de ces relations personnelles, l'ouvrage contribue beaucoup au portrait des relations entre l'État et les cultes pendant trente ans, qui se caractérisent par « une recomposition de la culture laïque autour de pratiques collaboratives éloignées de la logique séparatiste si prégnante sous la Troisième République » (p. 256).
- 6 Trois grandes thématiques marquent cette période et concentrent l'attention de l'auteur. Dès le départ, les conditions matérielles de l'exercice du culte soulèvent la question de la construction d'églises. En une décennie, tout un dispositif fiscal et financier est mis en place à partir de l'objectif de départ consistant à répondre au besoin des organisations religieuses de se doter de nouveaux édifices dans les zones urbaines qui ont vu le jour dans les années 1950, l'activité culturelle étant « jugée utile à l'établissement d'un cadre de vie satisfaisant pour les habitants » (p. 190). Ce qui passe par les garanties d'emprunt et une fiscalité de plus en plus allégée pour les associations culturelles. Par la suite, jusqu'à la loi du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat incluant la déductibilité fiscale des dons aux associations culturelles, la recherche d'un

alignement du régime fiscal des activités cultuelles sur celui réservé aux activités philanthropiques, éducatives ou sociales a constitué un objectif constant des autorités catholiques. La question de l'enseignement privé – et de son financement public – intervient également très tôt à travers la loi du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés.

- 7 Enfin, les années 1970 voient émerger le sujet de la Sécurité sociale des cultes, à nouveau pensé pour l'Église catholique qui, dès le départ, propose un rattachement par un régime autonome obligatoire. À partir de l'adoption de la loi du 2 janvier 1978 relative aux régimes d'assurance maladie, maternité, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses, « à côté des services d'urbanisme et de l'Éducation nationale, ce sont maintenant ceux de la Sécurité sociale qui voient la sphère religieuse et la sphère politico-administrative se rencontrer » (p. 256). Là encore, l'enjeu a été celui de l'articulation entre les catégories légales préexistantes et les réalités matérielles, humaines et ecclésiologiques de l'institution catholique.
- 8 Sur fond de mutations sociales profondes dans les années 1970, cette période voit aussi se dessiner une évolution du pluralisme des cultes. Même encore nettement dominé par la présence et l'influence de l'Église catholique, le trio que celle-ci formait traditionnellement avec le protestantisme et le judaïsme minoritaires s'ouvre à d'autres religions. L'islam ne concentre pas – encore – les interrogations et débats sur les enjeux de l'exercice du culte dans ce cadre laïque, mais le décret du 29 avril 1976 sur le regroupement familial des immigrés marque « la fin de la phase transitoire de l'immigration musulmane » qui se traduit par « les premières revendications en faveur de lieux de culte islamiques » (p. 195). Au cours de la décennie suivante, surgit l'épineuse question du développement des « sectes », que les pouvoirs publics (aidés par le juge administratif) vont s'employer à freiner en recourant habilement à la législation applicable aux ressources financières des associations cultuelles.
- 9 En nous menant dans les coulisses de la législation adoptée pendant ces trois décennies sur les conditions matérielles de l'exercice des cultes, Jean-Pierre Moisset rend très accessible et souvent de manière captivante, une matière aride, mais qui forme la chair de la laïcité sous la Cinquième République. Difficile de ne pas être convaincu que, pour être bien comprise, « la laïcité ne saurait être appréhendée de manière essentialiste » (p. 319).

AUTEURS

ANNE FORNEROD

Centre national de la recherche scientifique

(UMR Droit, religion, entreprise et société), Université de Strasbourg.